



LE JOURNAL DE L'ACTION

12 mai 2016

Alors que la campagne IR bat son plein, les actions se multiplient dans les départements et la colère des personnels s'exprime avec force.

Ces initiatives locales doivent s'amplifier pour peser sur les arbitrages budgétaires à venir, obtenir des garanties sur l'arrêt des suppressions d'emplois et un moratoire sur les restructurations incessantes.

Alors que les ministres n'ont de cesse de se répandre sur la technicité et le dévouement des agents, il est temps de passer à des formes de reconnaissance concrète pour qu'enfin la DGFIP ne soit plus considérée comme un des derniers gisements d'emplois à supprimer et reconnue comme une administration exerçant des missions prioritaires.

TOUS ET PARTOUT L'ACTION A LA DGFIP DOIT S'AMPLIFIER !

PYRENEES-ORIENTALES

Les sections syndicales **F.O.-DGFIP**, CGT et Solidaires des Pyrénées orientales ont adressé dès l'ouverture de la Campagne IR une lettre ouverte au Directeur Général dans laquelle étaient exposées les revendications des agents du département :

- le gel immédiat des 18 suppressions de poste prévus pour septembre 2016.
- le comblement des postes vacants C et B qui font cruellement défaut.
- l'arrêt des restructurations.
- l'arrêt des suppressions d'emplois pour les années à venir mais également le retour au niveau de l'emploi d'avant fusion.
- un minimum d'engagement au côté de vos agents par rapport aux responsables politiques.

Les représentants des personnels concluaient cette lettre en faisant part de leur détermination à engager un mouvement de grève reconductible durant la Campagne IR se prolongeant si néces-



saire sur les échéances de septembre faute de réponse satisfaisante.

Face au silence de la Direction Générale, les agents des finances publiques des Pyrénées orientales ont donc initié un mouvement de grève du 9 au 27 mai pour le service public et dénoncer les conséquences des suppressions d'emplois ininterrompues et des restructurations incessantes.

Conscients de la gêne occasionnée aux usagers en pleine campagne de dépôt des déclarations, Ils ont choisis de bloquer à tour de rôle le SIP de

la côte vermeille, plus gros site de Perpignan, dont les difficultés sont emblématiques de la situation des postes et services : avec des pics de 6 000 personnes sur 6h d'amplitude d'ouverture au public il ne peut plus aujourd'hui fonctionner sans les emplois nécessaires.

La première journée de grève, largement relayé par les médias locaux ou nationaux, a vu 200 des 350 agents du site en grève, plus de 65 % de grévistes dans le département et 32 postes fermés sur 35 !

Au deuxième jour du mouvement le site principal de Perpignan est toujours bloqué par plus de 200 agents venus de tout le département.

GARD

Réunis en HMI Intersyndicale à l'appel des sections **F.O.-DGFIP**, CGT et solidaires, les agents du site de Saintenac ont décidé le blocage du site à partir du 17 mai prochain.

PARIS

Lundi 9 mai, dans le cadre d'un préavis de grève, une cinquantaine d'agent-es se sont rassemblé-es au pied du site de Beuret, bloquant le site pour la journée avec distribution de tracts au public.

L'action des agent-es a été très largement soutenue par des usagers attachés au service public.

Le 12 mai, jour du comité technique local sur les restructurations à Paris, l'intersyndicale Solidaires, CGT et **F.O.** DRFIP75, appelle l'ensemble des agent-es à se mettre en grève pour défendre leurs missions et leurs conditions de travail, exiger l'abandon des restructurations et des suppressions d'emplois et gagner le retrait de la loi travail.

Comme à Vierzon en février, la mobilisation des agents des Pyrénées Orientales ouvre la voie à des actions inscrites dans la durée sur l'ensemble du territoire pour la préservation des emplois, des moyens et des missions et du réseau de la DGFIP.

Le syndicat national **F.O.-DGFIP** apporte son plein et entier soutien à ce mouvement, appelle ses sections à engager partout des actions pour amplifier la mobilisation et invite le Directeur Général à prendre toute la mesure de la colère exprimée par les agents pour y apporter des réponses concrètes.

Ils appellent les agents du département à les rejoindre et à se mobiliser nombreux pour dénoncer l'insuffisance des moyens nécessaires à l'exercice normal des missions, les atteintes au maillage territorial et la dégradation continue de leur conditions de travail.

